

agriculture continue de s'endetter. Je ne peux donc pas être d'accord avec l'honorable député de Lethbridge pour féliciter le ministre d'avoir bien rempli ses fonctions ministérielles. Je pense que le ministre et le Gouvernement tout entier sont responsables de l'état de choses que nous constatons aujourd'hui, et nous subissons maintenant les conséquences de leurs erreurs. Il y a quelque mois, le pays comptait 600,000 chômeurs et voici que le Gouvernement a jugé à propos d'établir, de concert avec les provinces, un programme visant à trouver une solution au problème du chômage. Ce sont là les conséquences directes d'une mauvaise politique agricole.

Revenant à la question de la conservation, je dirai que le ministère fédéral de l'Agriculture devrait établir un organisme qui examinerait tous les domaines intéressant l'agriculture: conservation de l'eau, du sol, des forêts et de la faune. Au lieu d'un programme établi au petit bonheur, nous aurions une politique intégrée dont profiterait tout le pays. Les provinces ne peuvent se charger seules d'une telle entreprise. Il faut un organisme national qui travaille en collaboration étroite avec les provinces.

L'autre jour, j'ai parlé de certaines conditions qui se présentent ici et là, dans notre pays, de temps à autre et qu'on qualifie de désastres ou de crises d'intérêt national. J'ai dit alors qu'il ne suffisait pas de chercher à supprimer la cause d'un désastre sans s'occuper en même temps des causes des autres désastres. Je pense qu'il est temps de modifier notre optique en ce qui concerne le programme relatif aux bassins hydrographiques et de songer à ce que cela représente sur le plan interprovincial. Cette année, des dizaines de milliers d'acres ne seront pasensemencées en Saskatchewan. Mais je soutiens qu'il eût été possible de faire produire ces terres, si le gouvernement fédéral avait eu assez de prévision, grâce à un organisme d'envergure nationale pour lancer un programme embrassant tout le bassin hydrographique de l'Assiniboine, jusqu'à la vallée de la Qu'Appelle, et pénétrant dans le Manitoba, jusqu'aux lacs Manitoba et Winnipeg et remontant jusqu'au Nelson.

Je dis qu'il faudrait lancer un tel programme. Je conviens que le ministre de l'Agriculture n'est pas le seul à avoir son mot à dire, mais il est un membre important du cabinet. Il semble que certains de ses collègues ne comprennent pas la situation; mais je suis convaincu que, si le ministre leur exprimait ce qui en est, ils collaboreraient avec lui en vue d'appliquer un programme de ce genre.

[M. McCullough (Moose-Mountain).]

Enfin, il est fort regrettable, selon moi, que le Gouvernement n'ait pas jugé bon, depuis 1945, de protéger les agriculteurs contre les hauts et les bas. Il l'aurait pu, s'il avait eu assez d'esprit d'initiative pour élaborer un programme d'ensemble au sujet de l'agriculture, un programme comportant un prix de parité convenable pour nos agriculteurs, des moyens appropriés d'emmagasiner les excédents et une politique commerciale de nature à assurer la vente de nos produits agricoles et le maintien de nos débouchés.

Selon moi, notre pays est loin d'avoir atteint le sommet en ce qui a trait à la production agricole. Quand le Gouvernement s'attaquera aux problèmes agricoles avec autant de sérieux qu'il le fait en ce qui concerne ceux qui ont trait à l'énergie atomique et aux recherches dans ce domaine, et quand il sera disposé à affecter des fonds pour aider à nourrir le monde affamé, nous aurons alors le genre de programme dont nous pourrions être vraiment fiers. Nous ne nous attaquons pas avec énergie à nos problèmes intérieurs. A moins que nous ayons au Canada un programme économique de portée vraiment nationale, protégeant aussi bien le travailleur agricole que le travailleur industriel, nous perdrons, je crois, l'importante bataille que le monde libre est en train de livrer et qui doit montrer au reste du monde que la démocratie est le meilleur des régimes. On ne gagnera pas la bataille en se contentant de faire de la propagande verbale contre les autres genres de régimes. Nous la gagnerons, quand nous pourrions nous gagner l'appui moral de l'humanité. Lorsque nous y parviendrons, nous pourrions soutenir dans le monde entier que non seulement nous bénéficions du meilleur régime politique mais que notre régime économique, le meilleur qui soit, nous permet de nous nourrir et de nous vêtir, de tirer parti de nos ressources tout en les préservant pour nos descendants.

Les ressources dont nous disposons ne nous sont que confiées. Nous en avons la garde. Je soutiens toutefois que par le passé le Gouvernement les a exploitées d'une façon qui n'en assure pas la conservation future. Nous devons payer tout cela bien cher si le Gouvernement ne met pas sur pied un programme agricole complet qui permettra vraiment de protéger actuellement nos cultivateurs et, de la sorte, nos lointains descendants.

**M. le président suppléant:** L'article est-il adopté?

**M. Argue:** Non, monsieur le président. Voudriez-vous déclarer qu'il est dix heures?